

Les conclusions de la Conference de Timisoara

La situation qui existe maintenant dans les Balkans est un des sujets importants de l'agenda du Sommet de Bucarest, qui sera débattu des chefs d'état et de gouvernement confidentiellement. Pour offrir une plateforme de débat publique de ce problème d'intérêt maximale, le Ministère des Affaires Externes, Le Conseil Euro Atlantique Roumanie (CEAR), à travers l'Institut des Politiques Publiques (IPP) et Royal United Institute (RUSI) ont organisé la Conférence de Timișoara – « OTAN dans le Sud-ouest de l'Europe – reconstruction et sécurité dans les Balkans ».

Les débats intenses qui se sont passés dans le cadre de l'événement de diplomatie publique à Timișoara ont démontré l'intérêt de plus en plus agrandi pour le sujet de la sécurité dans les Balkans, plutôt dans le contexte actuel, celui de la déclaration d'indépendance de Kosovo. La question de l'intégration euro atlantique des Balkans a été aussi discutée aux autres réunions à haut niveau d'OTAN, mais en ce qui concerne celui de Bucarest on préconise la prise de quelques décisions concrètes pour la Croatie, l'Albanie et la Macédoine.

Au cadre des débats de Timișoara, **le secrétaire d'état du Ministère des Affaires Externes, Victor Micula**, a réaffirmé la position de la Roumanie : on ne se retire pas de Kosovo même si on ne reconnaît pas son indépendance. *« Notre perspective sur l'avenir d'OTAN vise une Alliance avec une vision claire concernant les Balkans, une alliance qui aie la capacité de se confronter avec les risques et les menaces à l'adresse de notre sécurité et qui consolide ses partenariats avec des états qui se trouvent dans notre proximité ou même plus loin, mais qui partagent nos objectifs »* a déclaré Victor Micula. Le secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires Externes a ajouté que la Roumanie s'attend aux trois questions majeures concernant cet espace se retrouver parmi les résultats du Sommet d'avril : l'élargissement de l'Alliance avec les états candidats des Balkans d'Ouest – la Croatie, l'Albanie et La République Macédoine, l'approfondissement des relations d'OTAN avec les trois pays admis dans Le Partenariat pour Paix – la Serbie, la Bosnie et Herzégovine et Monténégro, et aussi l'opération OTAN de Kosovo (KFOR).

À son tour **le ex-Ministre de la Défense, Sorin Frunzăverde**, a essayé d'expliquer quel est le raisonnement qui provoque cet état d'incertitude concernant les Balkans : *« Il y a 20 ans depuis le conflit de l'espace ex-yougoslave a commencé et non seulement Kosovo perd une partie de son autonomie, la Voïvodine, une autre province très intéressante qui se trouve dans cet espace, les deux perdent tous leurs prérogatives démocratiques autonomes.*

Bien sur, il y a des états avec des problèmes divers et spécifiques, mais partout on trouve un niveau élevé de la crime organisé, une incapacité de construire une police efficace et je crois que, puisqu'on parle de la démocratie, l'existence dans presque chaque état de deux types d'opposition : une opposition politique et une opposition nationaliste ou nationale, une opposition des minorités importante dans ces états ».

Le moyen qu'on regarde l'Alliance Nord – Atlantique dans les Balkans a été présente par **Luciana Ghica professeur a la Faculté des Séances Politiques de l'Université de Bucarest** : *« une grande partie des politiciens Balkans perçoivent OTAN de plus en plus dans un moyen négatif, ce qui représente un signal d'alarme pour OTAN, OTAN étant, avec l'Union Européenne, les acteurs qui conduisent dans une manière détachée un classement, dans le dernier année, des acteurs qui ont un record de décroissance de la popularité en Balkans ».*

Les affirmations de Luciana Ghica ont été confirmées par **Avgustina Tzetskova, le président Balkan Mosaic Foundation de la Bulgarie**, qui a dit que dans son pays il y avait au moment de l'invitation dans l'Alliance une confiance qui dépassait 65%, et au présent celle-ci a décroisé à 47%. La cause de cette régression est principalement le fait que la population réalise non seulement les avantages offerts par OTAN, mais aussi les responsabilités qu'il implique pour un état membre.

D'autre part, **Michel Duray, le représentant de la Division de la Diplomatie Publique d'OTAN** a souligné que l'Alliance ne recrute pas des nouveaux états membres, ne fait pas de la propagande pour son élargissement dans les pays qui ne sont pas membres, mais il les offre une relation de partenariat en commençant par partager des valeur communs. Il s'est exprimé le conviction que l'évolution de la région sera positive, en montrant que tous les états balkaniques sont, à leur propre volonté, des états membres de l'Alliance, candidats ou inclues dans le Partenariat pour Paix, donc ils veulent comprendre et appliquer le modèle de sécurité OTAN et faire partie de la zone des valeurs occidentales.

En outre, **le ex-négociateur roumain avec l'Union Européenne, Vasile Pușcaș**, a souligné que le rôle OTAN en Balkans ne peut plus être conçu sans un étroite collaboration avec UE : *« Aussi l'Union Européenne, qu'OTAN ont un intérêt extraordinaire, un intérêt majeur pour les Balkans, pour qu'ils n'aient pas les problèmes qu'ils ont eu. Et alors c'est pour l'intérêt de ces deux organisations de travailler complémentaire pour la maximisation du démarche intégratif de cet espace dans les deux organisation. Pour l'intérêt de sécurité je ne crois pas qu'il soit suffisent et il ne serait pas juste de dire qu'OTAN et l'Union Européenne ont seulement*

des certaines valeurs. Elles ont aussi des intérêts et de ce point de vue on a la possibilité de construire une stratégie envers cet espace ». Le point de vue de Vasile Pușcaș a aussi été soutenu par un autre participant aux débats de Timișoara, **Sever Voinescu représentant de l'Institut pour des Politiques Publiques** : *« à moins en plan real, la relation entre OTAN et l'Union Européenne a peu de substance. Beaucoup d'espoirs, mais peu de substance. Les Balkans peuvent être une opportunité pour apporter de la substance à cette relation ».* **Alistair Cameron, le chef du Programme Européen de sécurité représentant de l'Institut Royal pour des Etudes de Défense de Londres** est convaincu que la situation des Balkans, zone avec de risque de sécurité, a changé et va changer de suite la relation entre OTAN et l'Union Européenne : *« On a eu tous besoin de apprendre comment collaborer dans les Balkans, comme suite d'une nécessité. Très souvent c'est le besoin qui conduit les gens ensemble pour trouver une solution. Ce chose-ci a eu comme résultat des fautes, et aussi des succès. (...) OTAN, ONU, l'Union Européenne ont abordé les Balkans aussi comme moyen de redéfinition, à l'aide du type d'action choisit. C'est comme ça que des organisations avec des capacités différentes et des mandats différentes sont apparues. Donc, il est très important, et on a ici l'exemple des Balkans, que les institutions collaborent sur terrain ».*

Zoran Vujic, le ministre adjoint pour OTAN et défense du Ministère d'Externes serbe a attiré l'attention que la perspective de l'intégration européenne de son pays a reçu un grand attaque après la déclaration de l'indépendance de Kosovo et à la reconnaissance de cet indépendance par des pays de l'Union Européenne. Zoran Vujic a précisé que l'intégration européenne a perdu le soutien populaire et qu'à moins six-huit mois à partir de ce moment n'importe quel progrès concernant l'intégration euro atlantique de la Serbie est impossible, à cause de la frustration causée par l'indépendance de Kosovo. En ce qui concerne l'adhésion à l'OTAN, *« maintenant le soutien est complètement mort en Serbie »* a dit le ministre Vujnic.

En étant présent à la Conférence, **le député UDMR, Toro Tibor** a soutenu que les problèmes d'insécurité et d'instabilité dans les pays des Balkans, l'Europe Centrale et d'Est ont comme origine un problème crée par les traites d'après les deux guerres mondiales, suivant lesquelles les frontières des états n'ont pas coïncidé avec celles des nations. **Jonathan Eyal, le directoire du Département des Études Internationales de Royal United Service Institute (RUSI) de Grand Bretagne** a voulu préciser que les représentants de la minorité Ukraine, qui jusqu'à présent ont gardé une ligne démocratique de son discours, se trompent quand ils font une analogie entre

la situation de Kosovo et celle du « Ținutul Secuiesc », Roumanie. *« La plus grande faute est de comparer le modèle d'autonomie pour Ținutul Secuiesc avec celui de Kosovo, ou le concept est apparu après un passé très violent »*, a dit Jonathan Eyal. En outre, l'analyste Jonathan Eyal a ajouté que la Roumanie est un pays qui a fait beaucoup des choses pour les droits des groupes minoritaires et elle n'est pas isolé en OTAN concernant sa position envers Kosovo, ayant en considération le fait que le Madrid est un des capitales qui a spécifié qu'elle ne reconnaît pas l'indépendance proclamée par Pristina, quoique dans l'Espagne on a accordé des autonomies et des droits collectives pour le minorités.

À sont tour, le représentant de la minorité bulgare dans le Parlement de la Roumanie, **le député Niculae Mircovici**, considère que l'Alliance Nord Atlantique et l'Union Européenne se montreront intelligentes si elles englobaient tous les états des Balkans, en bloc, dans leur propres structures. Niculae Mircovici a montré que, même si OTAN n'est pas une institution reformée, on doit tenir compte des décisions du Conseil de Sécurité, d'autant plus que celui-ci a assuré la stabilité et l'équilibre dans le monde, en ayant même le courage de décider l'intervention en force dans des zones qui périlclitaient la paix du monde, dans les conditions beaucoup plus difficiles, du guerre froide.

Dans le cadre des débats, **le président du Conseil du Département Timiș, Constantin Ostaficiuc**, a voulu préciser que Timișoara est un modèle multiculturel et multiconfessionnel pour toute l'Europe, en étant une ville dont 18 minorités cohabitent avec la population roumaine majoritaire.

À son tour, **le préfet de Timiș, Ovidiu Drăgănescu**, a souligné que pendant les années 1970-1980, l'espace yougoslave a représente pour les roumains *« la voie vers la liberté, un exemple pour nous et c'est pour cela que la situation difficile de la ex-Yougoslavie après 1990 n'a pas été pas du tout un raison de bonheur pour le peuple roumain »*.

(La source : RADOR, Radio Romania Actualități)